Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 15 novembre 2026

Maladie de Charcot : Un cluster Nîmes, Avignon, Alès mis au jour



Un rapport récent de Santé publique France met en lumière des zones de sur-incidence de la maladie de Charcot en France. Parmi elles, un axe préoccupant reliant Nîmes, Avignon et Alès, où la surmortalité dépasse de 24% la moyenne nationale avec 557 cas observés et 449 cas attendus statistiquement, soit +108 cas. Entre hypothèses environnementales, inégalités territoriales et espoirs thérapeutiques, la sclérose latérale amyotrophique (SLA) révèle une géographie de plus en plus troublante.

Longtemps considérée comme une maladie rare et uniformément répartie, la sclérose latérale amyotrophique, dite maladie de Charcot, dessine désormais une cartographie plus contrastée. Le rapport publié le 17 mars 2026 par Santé publique France, confirme ce basculement : certaines régions présentent des niveaux d'incidence nettement supérieurs à la moyenne nationale, estimée autour de 2,7

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 15 novembre 2026

cas pour 100 000 habitants.

Un signal faible devenu alerte sanitaire
Si la Bretagne demeure la région la plus exposée, le Sud-Est attire désormais l'attention des épidémiologistes. Un corridor allant de Nîmes à Avignon jusqu'à Alès présente une surmortalité de 24%. Une anomalie statistique suffisamment marquée pour susciter des investigations ciblées. Dans ces territoires, ni l'urbanisation, ni la démographie ne suffisent à expliquer cet état de fait. Ce sont des signaux faibles, agrégés sur plusieurs années, qui composent aujourd'hui une alerte sanitaire à bas bruit.

Des 'clusters' qui interrogent la science
Derrière les moyennes régionales se cachent des réalités locales plus troublantes encore : des 'clusters', ces foyers où le nombre de cas dépasse largement les prévisions. En France, plusieurs zones sont désormais sous observation rapprochée. Dans le Massif central, autour de Clermont-Ferrand, 315 cas ont été recensés contre 241 attendus. Sur le littoral breton, l'axe Guingamp-Lorient enregistre une hausse de 25% des diagnostics. Et dans le Sud-Est, la concentration autour du triangle gardo-vauclusien intrigue d'autant plus qu'elle touche des zones à la fois rurales et périurbaines. Ces regroupements géographiques remettent en cause l'idée d'une maladie purement sporadique. Ils suggèrent au contraire l'existence de facteurs communs, possiblement environnementaux, qui agiraient sur des populations exposées.

L'environnement, suspect principal
Car les causes génétiques ne représentent qu'environ 10% des cas de SLA. Le reste demeure inexpliqué, un angle mort que la recherche tente désormais d'éclairer par l'étude des expositions environnementales. Plusieurs pistes émergent. En Savoie, la consommation de 'fausses morilles', riches en gyromitrine, a été associée à un cluster local, dont l'incidence a chuté après l'arrêt de cette pratique. Dans l'Hérault, autour de l'étang de Thau, la présence de cyanobactéries produisant la toxine BMAA constitue une autre hypothèse sérieusement étudiée.

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 15 novembre 2026



Copyright Freepik

Dans le Sud Est

Dans le Sud-Est, les chercheurs examinent également l'impact cumulé de plusieurs facteurs : pollution atmosphérique, exposition aux pesticides, métaux lourds, ou encore particules fines issues des activités industrielles et agricoles. Des éléments susceptibles d'altérer la barrière hémato-encéphalique et d'accélérer la dégénérescence neuronale. La configuration géographique du couloir Nîmes-Avignon-Alès, entre vallée du Rhône, zones agricoles intensives et axes de circulation majeurs, en fait un terrain d'étude particulièrement sensible.

Un profil de patients désormais mieux identifié

Les données consolidées permettent également de dresser un portrait plus précis des personnes touchées. L'âge constitue le facteur de risque principal, avec un pic entre 70 et 79 ans. Les hommes sont davantage concernés, avec un taux d'incidence significativement supérieur à celui des femmes. En France, près de 8 000 personnes vivent actuellement avec la maladie, et environ 2 500 nouveaux cas sont diagnostiqués chaque année. Malgré le vieillissement de la population, la fréquence globale reste relativement stable depuis 2010, ce qui renforce le caractère anormal des sur-incidences localisées. La maladie, elle, demeure implacable : une paralysie progressive des muscles, jusqu'aux fonctions vitales.

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 15 novembre 2026

L’espérance de vie dépasse rarement cinq ans après le diagnostic.

Une lueur venue des laboratoires
Dans ce paysage sombre, la recherche offre toutefois un début de perspective. À Lyon et Clermont-Ferrand, un essai clinique attire l’attention : celui du NX210c, développé par la biotech Axoltis Pharma.Testé sur 80 patients dans plusieurs centres hospitaliers, ce peptide vise à restaurer la barrière protectrice du cerveau et à limiter l’inflammation neuronale. Une approche innovante qui s’attaque non pas aux symptômes, mais aux mécanismes mêmes de la dégénérescence. Soutenu par le programme France 2030 et des partenaires publics et privés, le projet associe recherche clinique, biomarqueurs et médecine personnalisée. Les premiers résultats sont attendus pour ce printemps 2026. Ils seront scrutés avec attention dans les territoires les plus touchés, dont le Sud-Est.

Les chiffres
Près de 557 cas ont été observés sur le cluster Nîmes-Avignon-Alès. 449 cas sont attendus statistiquement, soit +108 cas, équivalents à +24%. C’est l’un des trois principaux clusters identifiés en France, au même niveau que Clermont-Ferrand ou la Bretagne intérieure. En France, la moyenne des cas est de 3 à 3,5 cas pour 100 000 habitants. Dans les régions les plus touchées les cas sont de 3,7 à 3,8 pour 100 000 habitâtes comme c’est le cas en Bretagne. Le cluster du Sud-Est ne se traduit pas seulement par un taux régional élevé,vmais par un excès de cas localisé, ce qui est plus inquiétant d’un point de vue épidémiologique. L’Occitanie fait partie des 4 régions les plus touchées. Son incidence est supérieure à la moyenne nationale autour de » cas pour 100 000 habitants.

Le Sud-Est en première ligne silencieuse
Entre Avignon, Nîmes et Alès, la maladie de Charcot ne fait pas encore la une des débats publics. Mais les données s’accumulent, les signaux convergent, et la vigilance monte. Ce territoire, à la croisée de dynamiques environnementales, pourrait bien devenir un laboratoire pour comprendre une maladie qui, aujourd’hui encore, échappe largement à la médecine. La question qui se pose en toile de fond ? L’impact silencieux de nos environnements sur la santé humaine.
Mireille Hurlin

Marie-Pierre Mouton nommée sénatrice : un nouveau cap pour la Drôme après le combat de Gilbert Bouchet

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 15 novembre 2026

Étude sur l'exposition aux pesticides PestiRiv : les viticulteurs réagissent



Les résultats de l'étude nationale sur l'exposition aux pesticides des riverains en zones viticoles, appelée 'PestiRiv', ont été publiés ce lundi 15 septembre. La filière viticole défend être déjà mobilisée dans la réduction de l'usage des pesticides mais se dit aussi du côté de la science et prête à entendre ce que dévoileront de prochaines études.

Lancée en octobre 2021 par l'ANSES (Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail) et par Santé Publique France, l'étude PestiRiv vise à mieux connaitre l'exposition aux pesticides des personnes vivant près de vignes. Le but était de mesurer l'exposition aux pesticides, et non d'en évaluer les effets sur la santé.

Cette étude avait pour objectif de répondre à quatre questions :

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 15 novembre 2026

- Les personnes vivant à proximité des vignes sont-elles plus exposées aux pesticides que celles vivant dans des zones éloignées de toute culture ?
- Quels sont les facteurs qui influencent cette exposition (par exemple : distance aux vignes, comportements du quotidien) ?
- Comment cette exposition évolue-t-elle selon les périodes de l'année (comparaison entre période de traitements phytosanitaires et période sans traitement) ?
- Quels sont les liens entre les différents niveaux de contamination des milieux et les niveaux d'imprégnations des personnes ?

Les résultats de l'étude

2 700 personnes, âgées de 3 à 79 ans, réparties dans six régions (Auvergne-Rhône-Alpes, Bourgogne-Franche-Comté, Grand Est, Nouvelle-Aquitaine, Occitanie, Provence-Alpes-Côte d'Azur), ont participé aux deux périodes de l'étude : pendant les traitements et hors traitement des vignes.

Ainsi, les analyses ont révélé que l'exposition aux pesticides était effectivement plus élevée en zones viticoles, et plus forte pendant la période de traitement. « Même si PestiRiv ne livre pas d'enseignements spécifiques sur les risques (sanitaires et sur la santé) associés aux expositions observées, l'influence de la proximité des cultures sur la contamination des milieux et l'imprégnation des personnes montrée par ses résultats incite à agir pour limiter l'exposition des riverains », indique l'étude.

Les viticulteurs se placent du côté de la science

Face aux résultats de PestiRiv, la filière viticole tient à rappeler qu'elle attendait avec intérêt ces résultats. « Le sujet de l'utilisation des pesticides s'inscrit dans un débat de société qui nous concerne tous : pouvoirs publics, chercheurs, viticulteurs, parties prenantes et citoyens », déclare Bernard Farges, Président du Comité National des Interprofessions des Vins à appellation d'origine et à indication géographique (CNIV).

Les viticulteurs affirment qu'ils limitent l'usage des pesticides quand ils le peuvent et ont déjà fait de gros progrès concernant leurs pratiques, mais que les progrès se feront en collaboration avec les fabricants de pesticides qui doivent trouver des solutions alternatives. « L'État a aussi un rôle à jouer en améliorant dès à présent les procédures d'homologation de substances, en particulier celles de biocontrôle », ajoute le président du CNIV.

« Depuis dix ans, la dynamique est là : la France s'impose parmi les tout premiers vignobles bio au monde avec plus de 20 % des surfaces désormais conduites en agriculture biologique et 88% des surfaces viticoles sont engagées dans une certification environnementale », insiste-t-il. Malgré les progrès, la filière viticole se dit du côté de la science et attend des études plus poussées qui indiqueront plus finement si ces niveaux d'exposition présentent ou non des risques sanitaires potentiels.

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 15 novembre 2026

Pour en savoir plus sur l'étude PestiRiv, cliquez ici.

'PestiRiv', l'étude d'exposition aux pesticides chez les riverains des zones viticoles révélée ce lundi



Redoutée par le monde de la vigne et du vin, cette analyse lancée en octobre 2021 par l'ANSES (Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail) et par Santé Publique France sort enfin ce lundi 15 septembre, au terme d'une lutte intense entre

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 15 novembre 2026

le lobby des vignerons d'un côté. De l'autre, France Nature Environnement, l'Association des Médecins contre les Pesticides et Générations futures, pour savoir s'il y a ou non des risques sur la santé et la biodiversité près de vignobles.

1re évaluation par son ampleur, cette étude a été menée dans 265 zones de 6 régions de l'Hexagone (Alsace, Auvergne-Rhône-Alpes, Bourgogne-Franche-Comté, Nouvelle-Aquitaine, Occitanie et Provence-Alpes-Côte d'Azur) auprès de 3 350 participants tirés au sort, âgés de 3 ans à 79 ans avec des prélèvements de cheveux, d'urine, de poussières, d'air à l'intérieur des maisons et à l'extérieur. Ces échantillons ont été saisis à moins de 500 mètres d'un vignoble et à plus de 5 kilomètres pour comparer l'imprégnation. Et l'opération a été menée en deux temps : d'octobre 2021 à mars 2022 quand le traitement des vignes est le moins fréquent, et entre mars et août 2022 au plus fort des pulvérisations et épandages d'insecticides, fongicides, herbicides. En tout, 56 substances comme le soufre, le cuivre ou le glyphosate.

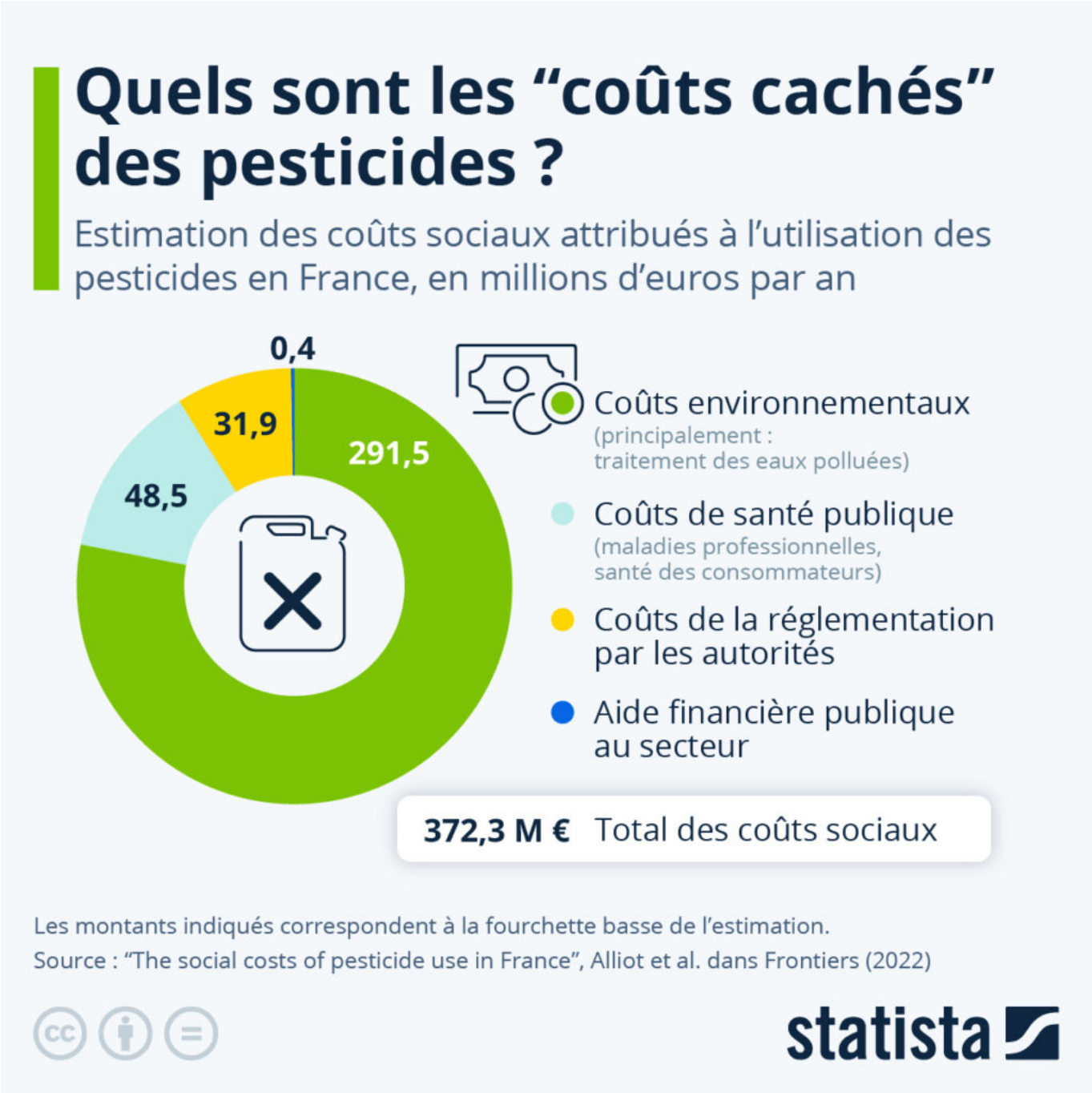
Certains se demandent s'il y a des liens de causalité entre les traitements phytosanitaires — sans prononcer le mot pesticide — et leurs conséquences sur la biodiversité, mais aussi et surtout sur la santé de la population alentour (tumeurs, leucémies, troubles neurologiques, infertilité). « Cachez cette enquête que je ne saurai voir », demandent les uns. « Elle aurait dû sortir plus tôt, avant les vendanges », insistent les associations de riverains. L'État a d'ailleurs été accusé de retarder, voire de bloquer sa sortie puisque la validation de ce rapport a pris des mois. C'est finalement le Comité de suivi des études qui est convoqué ce lundi 15 septembre au Ministère de la Santé au terme d'un long combat judiciaire.

D'un côté, les associations parlent d'urgence sanitaire, de l'autre, le monde vigneron appelle à la prudence et le martèle avec force : « On est tous concernés, nous, nos familles, nos salariés, puisqu'on vit au milieu ou à proximité des vignes. Et on n'est pas assez fous pour mettre nos propres enfants en danger. » Selon Santé Publique France, le risque, s'il existe, concernerait 500 000 riverains sur 68 millions d'habitants.

Quels sont les coûts sociaux de l'usage des pesticides ?

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 15 novembre 2026



Annoncé lundi 6 mai par le gouvernement, le nouveau plan de réduction de l’utilisation des pesticides en France (Écophyto 2030) est fortement critiqué par les associations de protection de l’environnement. Si l’objectif de réduction de 50 % de l’usage des produits phytosanitaires dans l’agriculture d’ici à 2030, affiché depuis 2008, est conservé dans le plan, le mode de calcul des quantités utilisées, lui, va changer, ce qui est décrié par les ONG environnementales. « [Le nouveau mode de calcul] a un effet masquant sur

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 15 novembre 2026

la quantité. Ce changement n'est pas honnête et jette le trouble sur ce plan », a notamment estimé Dominique Potier, député socialiste et rapporteur de la commission d'enquête sur le plan Ecophyto. Une des autres critiques du plan concerne l'enveloppe de 20 millions d'euros par an prévue pour aider les collectivités locales dans le traitement des eaux polluées, un chiffre qui, selon les professionnels du secteur, est très inférieur aux investissements nécessaires.

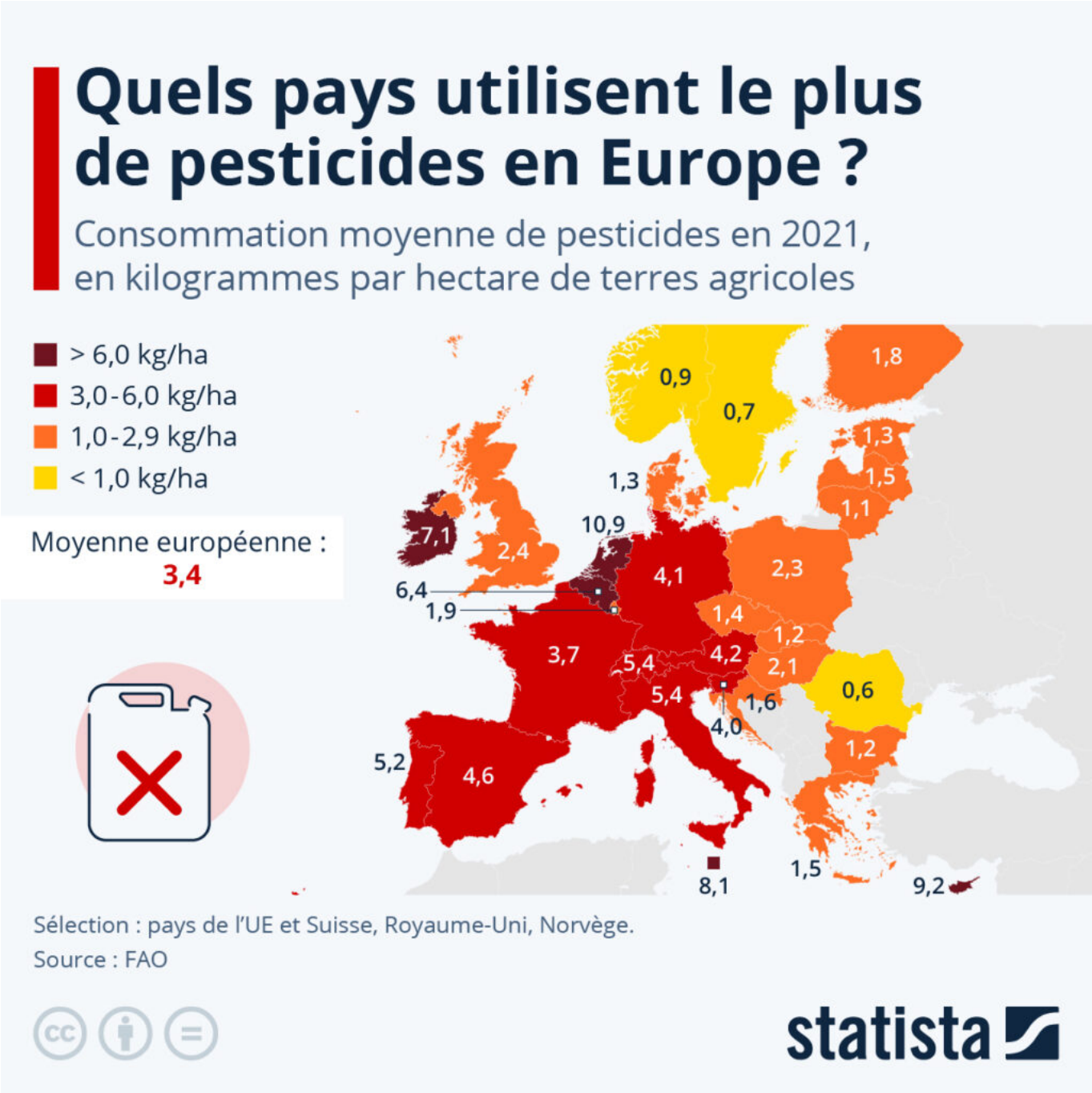
Dans une étude sur les « coûts cachés » des pesticides publiée en 2022, une équipe de chercheurs a estimé les montants engagés par les pouvoirs publics en France pour faire face aux impacts sanitaires et environnementaux néfastes de l'usage de ces produits en agriculture, ainsi que leurs frais de gestion (réglementation, etc.). D'après les calculs, les coûts sociaux attribués à l'utilisation des pesticides en France s'élèveraient au total à plus de 370 millions d'euros par an, ce qui correspond à la fourchette basse de l'estimation. Les coûts environnementaux sont de loin ceux qui pèsent le plus lourd dans la balance : plus de 290 millions d'euros par an, dont au moins 260 millions alloués rien qu'au traitement des eaux polluées par les produits phytosanitaires.

De Tristan Gaudiaut pour Statista

Quels pays utilisent le plus de pesticides en Europe ?

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 15 novembre 2026



Depuis 1990, l'usage des pesticides au niveau mondial a quasiment doublé. Si les ventes de produits phytosanitaires ont augmenté presque partout dans le monde, les hausses les plus fortes ont été enregistrées en Amérique du Sud, en Océanie et en Afrique. Sur le continent européen, le volume utilisé de pesticides se situe à peu près au même niveau qu'il y a trente ans et peine toujours à diminuer de façon significative.

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 15 novembre 2026

Question sensible du dossier agricole en France, le sujet de la réduction de l'usage des pesticides était jusque-là absent des mesures annoncées par le gouvernement pour apaiser la colère des agriculteurs. Mais le 1er février, sous la pression du premier syndicat agricole français, la FNSEA, le ministre de l'Agriculture a annoncé la suspension du plan Ecophyto, qui visait à réduire de 50 % l'usage des pesticides d'ici 2030 par rapport à la période 2015-2017. Lancé initialement en 2008, ce plan était jusqu'à présent considéré comme un échec. Officiellement, il n'est toutefois pas abandonné, mais mis en pause « le temps d'en retravailler un certain nombre d'aspects ».

En valeur absolue, la France fait partie des trois plus gros consommateurs européens de pesticides avec l'Espagne et l'Italie. Un chiffre corrélé à la taille de la surface agricole, l'Hexagone possédant la plus vaste de l'Union européenne devant l'Espagne. Si l'on regarde l'utilisation de pesticides ramenée à la surface cultivée, la France se situe légèrement au-dessus de la moyenne européenne. L'agriculture française a utilisé en moyenne 3,7 kilogrammes de pesticides par hectare de terres en 2021, selon les données les plus récentes de la FAO, soit un peu plus que la moyenne des trente pays européens étudiés cette année-là (3,4 kg par hectare). Comme le montre notre carte, les chiffres varient de plus de 10 kilogrammes par hectare aux Pays-Bas, à moins d'un kilogramme par hectare en Scandinavie et en Roumanie.

La nature et les quantités de pesticides utilisés sont très variables selon les types de culture, c'est pourquoi on observe de grandes différences entre les pays (et également entre les régions d'un même pays). Les territoires qui ont développé une agriculture très spécialisée, avec des cultures intensives gourmandes en pesticides, comme la pomme de terre, les arbres fruitiers et la viticulture, ont notamment tendance à afficher les valeurs les plus élevées.

De Tristan Gaudiaut pour Statista